

## WILLIAM SPORTISSE

## «De l'ORP à

**Le Soir d'Algérie : Après l'interdiction de l'émission en arabe en faveur de l'indépendance de l'Algérie que vous animiez à Budapest, vous rentrez en Algérie. En 1956, vous revoilà dans votre ville natale, Constantine, à coordonner l'action de soutien des communistes à l'ALN. Quels étaient les rapports, à Constantine, entre les communautés, d'une part, et entre communistes et nationalistes, d'autre part ?**

**William Sportisse :** J'apporte une précision, on ne peut parler d'interdiction de l'émission des trois partis communistes d'Afrique du Nord, en langue arabe, par les autorités hongroises qui avaient accepté de mettre à notre disposition pendant environ deux années leurs moyens techniques. J'ai donné des explications dans *le Camp des oliviers* sur les motivations de la décision du gouvernement de la République populaire de Hongrie de nous demander sa cessation. Ce pays, en raison de ses orientations socialistes, subissait le blocus de tous les pays capitalistes européens et américains en vue de le détacher de la communauté socialiste qui s'est formée avec d'autres Etats de l'Est européen et l'Union soviétique. Il avait un besoin économique de sortir de ce blocus, au même moment où des efforts étaient entrepris par l'Union soviétique et d'autres forces pour éviter la guerre mondiale en prônant la coexistence pacifique entre les Etats à systèmes sociaux différents. Ce sont les pressions de la France coloniale sur la Hongrie qui furent à l'origine de sa décision discutable nous demandant de cesser notre émission. Dans l'ouvrage *le Camp des oliviers* sont relatées dans le détail toutes les actions de soutien apportées par nos organisations communistes de Constantine à l'ALN et au FLN. Ces actions de soutien se résument dans notre contribution pour ravitailler des groupes armés de l'ALN en armes, en médicaments, en vêtements, en leur apportant notre aide financière et politique, en leur transmettant régulièrement notre propagande écrite (journaux, tracts, revues). Il nous est arrivé également, grâce à nos liens avec des militants du FLN, de reproduire avec notre matériel leurs documents de propagande. Mais notre parti qui s'est maintenu en tant qu'organisation, tout en reconnaissant comme dirigeants de la lutte libératrice le FLN et l'ALN, conformément aux accords FLN-PCA, a utilisé à Constantine tous les moyens en sa possession pour rédiger et diffuser régulièrement durant toute la guerre ses publications (journaux et tracts).

Un nombre non négligeable de journaux, de tracts et de revues qui apportaient des informations sur le déroulement de la lutte armée et des explications sur l'évolution de la situation politique circulaient parmi la population.

Quant aux rapports entre les communautés, tous ceux qui ont vécu cette période savent que les colonialistes avaient réussi à les diviser. Le racisme, cette arme de division, et toute l'idéologie du colonialisme qui dominait parmi la majorité de la population européenne et même juive la peur de ne plus pouvoir vivre dans le pays si l'indépendance était arrachée par les Algériens, les difficultés des organisations du mouvement de libération d'entrer en contact avec la minorité européenne en raison de la répression coloniale et les difficultés de la lutte clandestine ont été des obstacles empêchant le rapprochement des communautés.

**Peut-on parler d'une position dominante commune à la communauté juive, travaillée à la fois par le sionisme et par la tentation Algérie française, par rapport à l'indépendance de l'Algérie ? Faut-il nuancer et dans quel sens ?**

La population juive dont les traditions culturelles se nourrissaient de la culture arabo-berbère et la proximité de ses lieux d'habitation proches de celles des musulmans a continué à maintenir avec eux plus ou moins des relations. Cependant, la population juive de Constantine craignait, comme les Européens, les lendemains de l'indépendance. Même dans la minorité juive ou européenne qui n'était pas hostile aux aspirations à l'indépendance, il y avait un sentiment de méfiance sur la capacité de notre peuple à dépasser tout sentiment de haine après tous les crimes qu'il avait subis de la part du colonialisme. Par ailleurs, la minorité juive avait souffert des discriminations raciales manifestées à son égard par des Européens gagnés aux idées fascistes avant la Seconde Guerre mondiale. Elle avait souffert de discriminations à la suite des mesures prises sous le régime de Pétain qui avaient abrogé le décret Crémieux. Aussi, quand en mai 1958, les menaces des forces réactionnaires et fascistes soutenues et dirigées par les dirigeants factieux de l'armée française ont organisé des comités de salut public pour s'opposer aux institutions de la République française, la crainte du fascisme a conduit cette minorité juive à la réflexion. Selon un rapport de la police française cité dans *le Camp des oliviers*, elle a «répugné» à prendre position pour ces «comités de salut public» et «donné l'impression d'un certain neutralisme».

Quant aux sionistes, ils voyaient d'un mauvais œil l'avènement d'une Algérie indépendante qui apporterait toute son aide au peuple palestinien. Leur objectif était avant tout, en se mettant au service des partisans de l'«Algérie française», de creuser davantage le fossé entre juifs et musulmans, de sorte que si l'Algérie gagnait son indépendance, les conditions seraient créées pour entraîner la minorité juive à immigrer en Israël pour implanter dans les territoires palestiniens de nouvelles colonies de peuplement et étendre ainsi le territoire israélien. Les sionistes ont, partout où ils agissent, un seul objectif : contribuer au renforcement de leur ordre colonial en Palestine pour empêcher la naissance de tout Etat palestinien dans les frontières reconnues par les Nations unies et encore moins dans un seul Etat palestinien où Juifs et Arabes vivraient en paix. Des sionistes appartenant au service d'espionnage israélien ont même été envoyés à Constantine pour accomplir la sale besogne destinée à organiser, dans la population juive, la réplique des organisations paramilitaires fascistes européennes qui se sont impliquées dans les assassinats de civils algériens. Je signale cela dans *le Camp des oliviers*.

**Etiez-vous à Constantine lors de l'assassinat de Raymond Leyris ? Pourquoi, par cet acte, la presque totalité de la communauté juive de Constantine, implantée dans cette ville depuis des siècles et peut-être des millénaires, a-t-elle quitté la ville en quelques heures ?**

Ma précédente réponse apporte des éclairages sur ce départ rapide de



William Sportisse.

Constantine des Juifs après la mort de Raymond Leyris. Oui, je me trouvais encore à Constantine à ce moment-là. J'ai déploré cet assassinat, ayant connu ce cheikh de la musique andalouse et du malouf constantinois, qui fut un lecteur assidu d'*Alger républicain*. Il participait régulièrement avant 1954 à toutes les fêtes organisées à Constantine par notre parti pour le financement de nos organes centraux *Liberté* et *El-Djazair Al-Djadida*.

Cheikh Raymond était connu parmi les musulmans de Constantine qui appréciaient et appréciaient encore son talent. Sa mort n'a fait qu'augmenter les préjugés et la méfiance dans les milieux juifs. Cette méfiance a été encore attisée par la propagande des médias colonialistes qui ont aussitôt attribué cet acte au mouvement de Libération nationale alors qu'il pouvait être celui d'un individu isolé échappant à tout contrôle, révolté contre la bestialité du régime colonial à l'égard des Algériens. Ce qui n'est pas une certitude, car on ne peut pas exclure, non plus, une manipulation provenant du colonialisme qui est maître en la matière. La perte de Raymond Leyris a jeté le désarroi parmi la population juive de Constantine. Le responsable de ce désarroi, c'est le système colonial qui a toujours favorisé la division entre les communautés pour mieux régner sur le pays.

**A l'indépendance de l'Algérie, vous avez naturellement décidé de rester. Vous rejoignez l'équipe d'Alger républicain et vous militez au PCA. Pourtant, une loi vous oblige, vous, le vieil Algérien qui a tout sacrifié pour l'indépendance de son pays, à demander la nationalité algérienne. Pourquoi n'avez-vous pas davantage protesté contre cette loi incompréhensible ?**

Il convient tout d'abord de préciser que mon combat, comme celui d'autres camarades de toutes origines, pour l'indépendance correspondait à notre idéal. Les plus gros sacrifices supportés pour l'obtenir l'ont été par les couches laborieuses du pays et tous ceux qui ont perdu leur vie au cours de ce combat. Nous ne pouvons et nous ne devons jamais oublier cela. Ensuite, des tâches d'édification importantes nous attendaient. Elles nécessitaient la préservation et le renforcement de l'union des forces patriotiques. Cette divergence, à propos des conditions arrêtées pour être de nationalité algérienne, il fallait la résoudre sans aboutir à une cassure, voulue peut-être par certains, mus par une étroitesse nationalis-

Entretien réalisé  
par Arezki Metref

te et désireux de diviser les forces progressistes du mouvement national. Aujourd'hui, il est vrai, notre protestation, qui s'est exprimée dans le calme auprès des dirigeants du FLN sous diverses formes, peut paraître timide et insuffisante. C'est possible.

Mais à mes yeux, ce qui était plus important, c'était de ne pas avoir suffisamment combattu l'instauration du parti unique et l'interdiction de l'activité du Parti communiste algérien. Mais malgré cette interdiction, le PCA a eu raison de travailler de toutes ses forces à l'application du contenu économique et social progressiste du programme de Tripoli (juin 1962) puis de celui de la charte d'Alger (avril 1964). Il pensait que les aspirations démocratiques des masses populaires pouvaient trouver le meilleur cadre de leur expression dans l'édification d'un front uni.

Le PCA se battait en même temps pour le renforcement d'un parti socialiste d'avant-garde. Malheureusement, en surestimant le poids réel des partisans du socialisme dans le FLN, après l'adoption de la Charte d'Alger, il avait tenté de se diluer dans un ensemble plus large, exprimant de cette manière erronée le rejet d'un sectarisme qui aurait été inattentif aux possibilités de rapprochement avec l'aile révolutionnaire du FLN. D'autres explications, en réponse à votre question à propos de cette opposition sur les conditions exigées par la Constitution pour jouir de la nationalité algérienne, sont exprimées dans *le Camp des oliviers*.

**En 1965, vous êtes arrêté et torturé par la sécurité militaire pour appartenance à l'Organisation de la résistance populaire (ORP). Aujourd'hui encore, on sait très peu de choses sur cette organisation créée pour s'opposer au coup d'Etat de Boumediène de juin. Comment vous êtes-vous retrouvé dans l'ORP et quelles sont les circonstances de votre arrestation ?**

Tout d'abord, il faut préciser que ce coup d'Etat n'est pas l'œuvre d'un homme. Ses auteurs appartiennent aux courants hétérogènes de la petite bourgeoisie organisés dans le FLN qu'ils soient civils ou militaires. C'est en sa qualité de membre du bureau politique du FLN que Boumediène a dirigé cette coalition qui a destitué le président de la République, Ben Bella, alors secrétaire général du FLN, parce qu'elle «désapprouvait ses méthodes de direction», selon ses propres termes. Entre ces différents courants hétérogènes de cette petite bourgeoisie arrivés au pouvoir, après le coup d'Etat, des divergences subsistaient sur les options à adopter dans les orientations politiques, économiques, sociales et culturelles, même s'ils se référaient encore, pour ne pas se couper du peuple, à l'option socialiste.

Chacun de ces courants espérait avoir le dessus sur l'autre. Et d'autres tentatives de coups d'Etat se sont produites plus tard et ont échoué. Les communistes se sont dressés contre le coup d'Etat du 19 juin 1965, non pas pour soutenir tel ou tel courant de cette petite bourgeoisie qui s'était placée derrière Boumediène ou du côté de Ben Bella, mais parce qu'ils étaient attachés à des méthodes démocratiques de gouvernement qui s'appuyaient sur la volonté populaire.